

Préface

Les Carnets du Temps contribuent à l'enracinement des jeunes officiers de l'armée de l'air dans la société.

Plus précisément, cette publication concourt au développement des connaissances indispensables à « l'honnête capitaine du XXI^e siècle »...

À cet effet, trente idées jugées capitales ont été identifiées au sein d'une dizaine de matières intéressant de près un futur responsable.

Ce sont ces idées maîtresses que vous retrouverez au fil des articles qui seront publiés par les Carnets du Temps de septembre 2004 à juin 2007.

Je tiens à exprimer mes très vifs et très chaleureux remerciements aux personnalités de l'Académie, du monde diplomatique, universitaire et de la Défense qui composent le Conseil pédagogique.

Pour nous, elles ont accepté de relever le singulier défi qui consiste à dégager l'essentiel.

Je souhaite à chacun une lecture profitable !

Colonel Michel De Lisi

Directeur du Centre d'enseignement supérieur aérien



Objectifs pédagogiques des publications du CESA

1. Les *Carnets du Temps*

Les *Carnets du Temps* s'adressent aux jeunes officiers de l'armée de l'air. Cet outil pédagogique concourt au développement de leur culture générale, en mettant en lumière trois cents idées maîtresses, qui seront autant de points d'appui utiles à de futurs décideurs.

2. Les *Fiches du CESA*

Les *Fiches du CESA* complètent les *Carnets du Temps* et renforcent la culture générale des jeunes officiers.

Chaque fiche s'attache à un point initialement abordé par les *Carnets du Temps* et qui mérite un développement complémentaire.

3. Les *Cahiers du CESA*

Les *Cahiers du CESA* constituent des dossiers de fond consacrés à des sujets complexes. Ils permettent de développer de façon approfondie des thèmes abordés dans les *Carnets du Temps* et les *Fiches du CESA*. Ils sont destinés à susciter la réflexion en mettant en lumière les enjeux et les débats en cours. Ces dossiers s'adressent plus particulièrement aux officiers supérieurs désireux d'accroître leurs connaissances.

4. Le *Bulletin de documentation*

Le *Bulletin de documentation* met à la disposition de ses lecteurs des dossiers très approfondis sur de grandes questions contemporaines.

5. *Penser les ailes françaises*

Penser les ailes françaises a pour vocation de susciter et de promouvoir la réflexion au sein de la communauté des aviateurs sur les grands sujets d'intérêt air et espace. Cette publication contribue en particulier au renforcement de la réflexion sur l'emploi de la force aérienne et spatiale au profit de la Défense.

Ces publications sont disponibles sur notre site :

www.cesa.air.defense.gouv.fr

Sommaire
n° 20
Septembre 2005

Les Carnets du Temps

Revue du Centre d'enseignement supérieur aérien

Division publication
de l'enseignement
supérieur aérien (CPESA)
1, place Joffre, 75007 PARIS

Directeur de la publication :
Col Michel De Lisi

Rédacteur en chef :
Lcl Pascal Bertrand

Rédacteur en chef adjoint :
Ltt Muriel Berger

Rédacteurs du CESA :
Aspirant Grégory Vatin
Adc Sylvaine Thébault (R)
Sgc Jérémie Alligier
Sgc Stéphane Lanzeray
Sgc Jérôme Périolat

**Informatique éditoriale
et fabrication :**
Adc Christian Noël
M. Philippe Bucher
M^{lle} Cindy Meyer

Crédits photographiques :
Fonds documentaire
de la bibliothèque du CESA

Correspondance :
CESA - BP 43
00445 ARMÉES
Tél. : 01 44 42 80 64
Fax : 01 44 42 80 10
e.mail :
cpesa@cesa.air.defense.gouv.fr

Photogravure et impression :
Atelier de photographie
et de reproduction
de l'armée de l'air (APRAA)
26, boulevard Victor
00460 ARMÉES

Direction de l'APRAA :
Ltt Frédéric Ciavaldini

Tirage 4 500 exemplaires

**Les opinions émises dans les
articles n'engagent que la
responsabilité des auteurs.**

**TOUS DROITS DE
REPRODUCTION RÉSERVÉS**

ISSN 1769-4752

Relations internationales

Nelson Rolihahla Mandela 6

Économie

La comptabilité nationale 8

Géopolitique

Les grands noms de la géopolitique
anglo-saxonne 10

Droit

Le régime des salariés 12

La bibliothèque essentielle

Xénophon 14

Histoire de l'aéronautique militaire

Les bombardements stratégiques
sur l'Allemagne 16

Philosophie

La philosophie politique d'Aristote 18

Pensée politique

Le féminisme 20

Histoire

La guerre des Gaules 22

Stratégie

Les géopoliticiens de l'air 24

Regard sur la défense

La maîtrise de l'information 26

Sciences

2005 : centenaire de l'année... d'Einstein 28

Au fil de la plume

..... 30



Nelson Rolihahla Mandela



« La pauvreté massive et les inégalités obscènes sont des fléaux de notre époque qui ont leur place à côté de l'esclavage et de l'apartheid ».

Héros international parce qu'il n'a pas succombé à la haine raciale et retenu ceux qui voulaient pousser les Blancs d'Afrique du Sud à la mer, Nelson Mandela est le plus populaire des hommes politiques militant pour les droits de l'Homme.

Fils d'un chef *tembu*, il est né en 1918 dans le village de Qunu, au Transkei où il a grandi selon un mode de vie traditionnel, il intègre le *University College for Bantu* de Fort Hare, seul établissement secondaire pouvant recevoir des « non-Blancs ». Mandela est alors convaincu de l'exemplarité anglaise. Mais l'université va lui apporter plusieurs révélations. Secrètement, il y discute des enseignements du Mahatma Gandhi ; découvre, non sans scepticisme, les thèses marxistes, et approche pour la première fois l'*African national congress* (ANC)⁽¹⁾.

Face à la réalité du « développement séparé » des Blancs et des Noirs, Mandela, Walter Sisulu, Anton Lembede et Oliver Tambo créent la *Youth League*⁽²⁾ qui réorganise la résistance face à la discrimination et au *colour bar Act*⁽³⁾. Ensemble, ils réclament « la fin de la domination blanche », l'ANC adopte leur programme. Cependant, le Parti national, au pouvoir depuis 1948 a érigé l'*apartheid* en idéologie ; et la répression des années 1950 aboutit à l'arrestation de dizaines de dirigeants du mouvement anti-*apartheid* dont Mandela. Mais le débat qui s'ouvre tourne à la démonstration de la part des accusés. Le plus long procès de l'histoire judiciaire sud-africaine s'achève sur un non-lieu général. L'ANC estime avoir épuisé tous les recours de la non-violence, Mandela entre en clandestinité.

En 1960, le massacre de Sharpeville⁽⁴⁾, suivi de l'interdiction des mouvements anti-*apartheid*, exacerbe les esprits. L'ANC passe progressivement à la lutte armée. Mandela, son vice-président, sillonne l'Afrique à la recherche d'appuis. Avec conviction, il étudie la stratégie militaire : Clausewitz, Mao et Che Guevara côtoient les spécialistes de la guerre anglo-boers⁽⁵⁾. Arrêté le 5 août 1962, il est accusé de sortie illégale du territoire, complot, trahison et sabotage. En avril 1964, il assure lui-même sa défense et fait le procès de l'*apartheid* : « J'ai lutté contre la domination blanche et contre la domination noire. J'ai défendu l'idéal d'une société démocratique et libre dans laquelle tous les individus vivraient ensemble en harmonie

et bénéficieraient de chances égales. C'est un idéal pour lequel j'espère vivre et que j'espère voir se réaliser. C'est un idéal pour lequel, s'il le faut, je suis prêt à mourir ». Sans ciller, il reçoit le verdict attendu : la prison à perpétuité.

À cette époque, avec la Zambie, la Tanzanie et le Malawi, nouvellement indépendants, une « ligne de front » anti-*apartheid* émerge. Parallèlement, la guerre froide se délocalise dans la région : l'Union soviétique et Cuba soutiennent militairement l'ANC pendant que le Conseil de sécurité de l'ONU interdit les ventes d'armes à Pretoria.

En 1989, depuis sa cellule, Mandela relance les négociations. Il dénonce une « *Afrique du Sud coupée en deux camps hostiles* », et veut amener l'ANC et le gouvernement, à la table des négociations : Frederik De Klerk⁽⁶⁾ nouera finalement des contacts avec l'ANC. Invoquant la chute du mur de Berlin et la fin de la lutte contre le « péril rouge », il légalise les mouvements anti-ségrégation. Le 11 février 1990, après vingt-sept ans de détention, Nelson Mandela est libre.

Ensemble, les deux dirigeants mettent fin à l'*apartheid*. Mandela lance un appel à la levée des sanctions de l'ONU, De Klerk prépare les premières élections libres et multiraciales d'Afrique du Sud. Hommes clés de cette réussite, ils reçoivent ensemble le prix Nobel de la paix en 1993. Un an plus tard, Nelson Mandela est élu président de « *la nation de l'arc-en-ciel* », fonction qu'il occupera jusqu'en 1999.

Multipliant depuis lors voyages, déclarations (sur le SIDA notamment) et médiations en Afrique (dont la mise en place du processus de paix au Burundi), « Madiba » Nelson Mandela est devenu, au cours d'une vie consacrée au combat pour les droits de l'Homme, l'un des hommes politiques les plus populaires du monde, symbole de tolérance, mais aussi exemple de détermination. 1

Sergent-chef Jérémie Alligier

1. L'ANC est l'un des principaux mouvements d'opposition au régime d'apartheid.
2. En 1944, une Ligue de la jeunesse est créée au sein de l'ANC.
3. Institué en 1911, le « *colour bar* » est un ensemble de dispositions à caractère légal établissant l'affectation raciale des emplois.
4. Le 21 mars, la police ouvre le feu sur des manifestants opposés au port obligatoire de la carte d'identité pour les personnes de couleur.
5. En 1882 et entre 1899 et 1902, cette guerre opposa les Anglais aux descendants de colons néerlandais, allemands, scandinaves et français installés au XVII^e siècle autour du cap de Bonne-Espérance. Elle fut gagnée par les Anglais.
6. Frederik W. De Klerk fut président de l'Afrique du Sud de 1989 à 1994.



Les acteurs de l'activité économique à travers la comptabilité nationale

En opérant des choix quotidiens, nous sommes tous des décideurs économiques. Pour appréhender dans une perspective globale ces actions individuelles microéconomiques, il faut les agréger. L'objet de la comptabilité nationale est de regrouper les agents en secteurs institutionnels qui effectuent des opérations prenant la forme d'un circuit et traduites dans de grands tableaux comptables.

Outil essentiel d'analyse macroéconomique, la comptabilité nationale fournit une vue systématique et complète de l'activité économique d'un pays (ou d'une zone). Devenue langage commun, la comptabilité nationale permet de comparer les économies des différents pays, aidant à rechercher les conditions de la nécessaire compétitivité dans le cadre de la mondialisation.

Les agents économiques, acteurs indépendants de la vie économique, sont classés en six **secteurs institutionnels** déterminés par leur fonction première :

- sociétés non financières produisant des biens et services destinés à la vente ;
- sociétés financières assurant le financement de l'économie en centralisant et en redistribuant les capitaux disponibles ;
- ménages comprenant l'ensemble des personnes physiques en tant que consommateurs mais aussi en tant que producteurs (entrepreneurs individuels) ;
- administrations publiques ;
- institutions sans but lucratif produisant des services non marchands destinés respectivement à la collectivité et aux ménages ;
- reste du monde regroupant l'ensemble des agents économiques non-résidents qui sont en relation avec les résidents (agents ayant un centre d'intérêt économique durable sur le territoire national).

Entre ces acteurs, existent trois types d'opérations. Les **opérations sur produits** sont celles qui fournissent à une économie les biens et services dont elle a besoin (production, importations), et celles qui correspondent à l'utilisation qui en est faite (consommation, investissements, dépense publique, exportations). Les **opérations de répartition** distribuent les valeurs ajoutées entre les différents secteurs. Les **opérations financières** rapprochent les agents qui ont une capacité de financement et ceux qui ont un besoin de financement. L'agrégation de ces opérations permet d'évaluer le PIB (produit intérieur brut⁽¹⁾) de diverses manières, essentiellement, en cumulant les valeurs ajoutées produites par les entreprises, ou en additionnant les revenus issus de la production ou encore en sommant les dépenses des agents.

Les entreprises emploient les ménages comme facteur de production en contrepartie de l'octroi de biens et services. Ces deux flux réels, production et consommation, résument le fonctionnement d'une économie dépourvue de monnaie. Le circuit économique est plus complexe. L'économie monétaire évalue ces flux réels en monnaie et, de plus, les double par deux flux monétaires : les revenus monétaires perçus par les ménages et les dépenses monétaires utilisées pour acheter la production⁽²⁾. En outre, tout le revenu national n'est pas dépensé, une partie étant épargnée. De même, toute la production n'est pas consommée par les ménages, mais sert également à investir. L'équilibre production/consommation devient un équilibre entre la production et l'investissement au regard de la consommation et de l'épargne. La relation entre l'épargne et l'investissement s'établit par les sociétés financières. Les administrations publiques interviennent dans le circuit à plusieurs titres : en produisant des services, en distribuant des revenus, en diminuant le revenu disponible⁽³⁾ par les prélèvements fiscaux et en augmentant la dépense nationale. Enfin, les relations avec le reste du monde créent des fuites dans le circuit que ce soit par les échanges de produits ou par des mouvements de capitaux⁽⁴⁾.

La comptabilité nationale enregistre l'ensemble de ces opérations essentiellement au travers de trois tableaux de base. Ces tableaux confrontent les ressources et les emplois, l'équilibre étant établi par le solde.

Le **tableau économique d'ensemble** est une synthèse de l'économie nationale. Il montre la provenance des revenus (production et échanges avec le reste du monde), la répartition primaire de la valeur ajoutée entre les facteurs de production et les secteurs institutionnels, et la redistribution du revenu national. De même, il décrit l'équilibre financier établi entre les agents qui ont une capacité de financement et ceux qui en ont besoin. Le tableau d'entrées-sorties détaille, par branche industrielle, sa valeur ajoutée, sa production totale, ce qu'elle produit et ce qu'elle reçoit des autres branches. Ce tableau représente la structure de la production nationale par type de produit. Le tableau des opérations financières agrège tous les comptes financiers des différents secteurs. 1

Lieutenant-colonel Éric Maïni

1. Les opérations sont dites *intérieures* si elles se déroulent à l'intérieur du territoire national, et *nationales* si elles sont réalisées par des agents résidents.
2. L'ensemble des revenus et des dépenses monétaires constitue, après agrégation, le revenu national et la dépense nationale. Le revenu national est la somme des revenus primaires reçus par les secteurs institutionnels provenant principalement du travail, de la propriété, des entreprises et des impôts liés à la production et à l'importation.
3. Le revenu disponible est le revenu net de cotisations sociales et d'impôts directs, augmenté des prestations sociales pour les ménages.
4. C'est la différence entre une économie ouverte et une économie fermée.



Les grands noms de la géopolitique anglo-saxonne

Après avoir accordé la primauté à la maîtrise des mers dans la quête de la domination du monde, l'école géopolitique anglo-saxonne fait aujourd'hui la part belle à l'encerclement du *heartland* qui, au cours du XX^e siècle, s'est déplacé de l'Allemagne nazie à la Russie puis à la Chine.

En 1897, dans *The Influence of the Sea Power Upon History*, l'amiral américain **Alfred Mahan** théorise le concept de maîtrise des mers. Il observe que le contrôle des mers et de certains nœuds stratégiques (Gibraltar, Le Cap, Aden, Ormuz et Singapour notamment) a permis à l'Angleterre d'empêcher l'émergence d'une puissance continentale en Europe. Sept ans plus tard, alors que les États-Unis, après avoir achevé leur formation territoriale et bâti une puissance économique de premier plan, exercent une emprise sur le continent américain par le biais de la doctrine Monroe, Mahan considère que la projection de la puissance américaine passe par la maîtrise des mers. Dans *The Interest of America in Sea Power*, il préconise un pacte avec l'Angleterre pour le contrôle des mers, la mise en place d'une politique visant à interdire à l'Allemagne un statut de puissance maritime et une alliance entre Européens et Américains pour contrer la menace asiatique.

Conscient des implications des progrès techniques issus de la Révolution industrielle (aviation, automobile, chemins de fer) et des basculements de l'histoire (à partir du XV^e siècle, les voies commerciales terrestres, à l'image de la route de la Soie, ont été progressivement supplantées par le commerce maritime), l'amiral **Halford Mackinder** réinstaura la primauté de la puissance continentale dans *Le pivot géographique de l'histoire*, article publié en 1904 par le *Geographical Journal*. Protégé par un croissant intérieur (vide sibérien, Himalaya, désert de Gobi et Tibet) et des terres à rivages (Europe de l'Ouest, Moyen-Orient, Asie du Sud et de l'Est), le *heartland* est le pivot dont le contrôle, qui passe par celui de l'Europe orientale, détermine la maîtrise du monde.

Dans un contexte historique marqué avant 1914 par la compétition entre l'Angleterre et l'Allemagne et par la crainte d'un déclin de la puissance britannique, puis, après 1918, par l'hypothèse d'une alliance germano-russe, Mackinder

soutient Paris dans sa volonté d'établir un cordon sanitaire d'États-tampons entre Moscou et Berlin. En 1944, les travaux de Mackinder sont repris par l'universitaire américain **Nicholas Spykman** qui s'est nourri du « Grand jeu » qui, au XIX^e siècle, a opposé Russes et Britanniques en Asie centrale. Dans *The Geography of peace*, il conteste la centralité du *heartland* à laquelle il oppose les *rimlands*, « régions intermédiaires entre le heartland et les mers riveraines », dont la domination permet celle de l'Eurasie et, au-delà, du monde.

Nicholas Spykman inspire fortement la doctrine américaine du *containment* (endiguement) du communisme qui a permis l'encercllement du *heartland* soviétique par des croissants de rivages et de terres moyennes constitués en alliances militaires à l'initiative de Washington. Il s'agit en Europe de l'Ouest de l'Alliance atlantique, au Moyen-Orient du pacte de Bagdad et de l'OTASE, l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est. Ce dispositif, auquel participe également le Japon, est renforcé à partir des années 1970 par la rupture entre Moscou et Pékin qui fait entrer la Chine dans le jeu de l'endiguement.

On retrouve cet attachement à l'encercllement de la masse eurasiatique dans des travaux plus récents des tenants de l'école néoréaliste, **Kenneth Waltz** et **Zbigniew Brezinski** en tête. Dans *Le Grand Échiquier*, ouvrage publié en 1997, ce dernier préconise l'affaiblissement de la Russie auquel on assiste d'ailleurs depuis la fin des années 1990 avec l'arrimage de l'ancien glacié soviétique au bloc occidental par l'adhésion à l'OTAN et/ou à l'Union européenne, la guerre du Kosovo qui bloque l'accès de la Russie aux mers chaudes et le succès des révolutions géorgiennes et ukrainiennes.

La mise à l'écart de Moscou des voies d'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne, avec la prochaine mise en service de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, constitue également un sérieux revers pour Moscou. Coupée de ses marches, la Russie est condamnée à n'être qu'une puissance régionale destinée sur l'échiquier américain à encercler la Chine. En effet, seule la Chine semble à terme en mesure de concurrencer l'hégémonie américaine. Mais, déjà, un encercllement de l'empire du Milieu se profile. Il passe par la pérennisation de la présence américaine en Asie centrale (pour couper la Chine de la Caspienne), par un rapprochement entre Washington et New Delhi, par le retour de l'armée américaine en Asie du Sud-Est (bases de *Subic Bay* et de *Clark Air Field* aux Philippines, de *Cam Ranh* au Vietnam) à l'horizon 2008. En Extrême-Orient, la Corée du Sud, le Japon et Taiwan parachèvent le bouclage des ambitions chinoises. 1



Le régime des salariés

Le régime applicable aux salariés est un régime conventionnel, issu à la fois de l'accord particulier employeur/salarié et des accords collectifs négociés par les syndicats, mais placé sous la protection du droit du travail.

En effet si ce droit est spécifique aux salariés (en sont exclus tous les travailleurs indépendants ainsi que les fonctionnaires et les agents publics soumis à un statut particulier), ceux-ci se définissent comme les détenteurs d'un contrat de travail, c'est-à-dire d'une convention par laquelle ils s'engagent, moyennant une rémunération, à exercer une certaine activité au profit et sous la subordination de l'employeur. Cette définition, assez proche de celle que donne le Code de la sécurité sociale (pour qui doit être affiliée au régime général « *toute personne travaillant à quelque titre que ce soit pour un ou plusieurs employeurs, quelle que soit la forme, la nature ou la validité de son contrat* ») est suffisamment générale pour recouvrir des réalités différentes. Il existe, en effet, plusieurs sortes de contrats de travail, selon leur durée (contrats à durée déterminée ou indéterminée), selon leur nature (stages, apprentissage)... Mais en droit français, la norme est le contrat de travail à durée indéterminée et à temps plein, réputé plus avantageux pour le salarié.

Le contrat de travail se trouve ainsi au cœur des rapports de travail d'un salarié avec son employeur ; c'est lui qui permet d'adapter au cas particulier les dispositions générales du Code du travail ; c'est lui qui fait profiter de la convention collective applicable à l'entreprise, à la branche ou à la profession. Bref, c'est lui qui précise les conditions de travail et le salaire. Comme tout contrat, il doit être exécuté de bonne foi tant qu'il n'est pas arrivé à son terme ou que sa rupture n'a pas été décidée soit par le salarié, en cas de démission, soit par l'employeur, en cas de licenciement. Mais il ne procède pas de la seule volonté des parties.

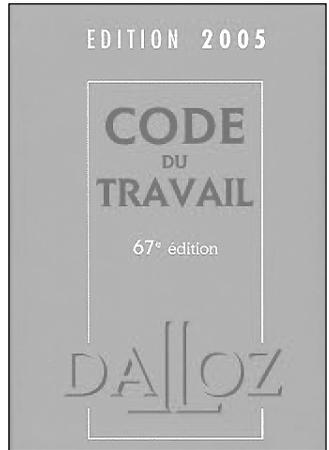
En effet, le régime applicable aux salariés se caractérise par la recherche permanente et souvent conflictuelle d'un équilibre entre la protection de ces derniers et les besoins de souplesse et de rentabilité des entreprises :

l'histoire du capitalisme ainsi que le caractère pénible et dangereux du travail industriel tout au long des XIX^e et XX^e siècles, ont façonné le mouvement ouvrier et entraîné, au fil des luttes syndicales et des conflits sociaux, un interventionnisme tutélaire de l'État. Trois exemples illustrent particulièrement ce rôle protecteur que joue l'État en réglementant, voire en intervenant comme arbitre entre les partenaires sociaux :

– la sécurité physique des salariés avec l'extension progressive du régime des accidents du travail, le renforcement des exigences en matière d'hygiène et de sécurité des conditions de travail, la protection particulière des enfants, des femmes enceintes et des handicapés ;

– la détermination des salaires évoluant du libre jeu de l'offre et de la demande du XIX^e siècle à la fixation d'un salaire minimum de croissance (SMIC) ;

– la défense de l'emploi recherchée à travers l'encadrement des licenciements, le maintien des contrats de travail en cas de transfert d'entreprise ou leur simple suspension en cas de congés de maternité ou de maladie, de mandats électifs ou de grève, par exemple.



Pour autant, le respect des prérogatives patronales est aussi poursuivi : l'évolution de la jurisprudence relative au droit de l'employeur de modifier unilatéralement les contrats de travail, dans une certaine limite, au titre de son pouvoir de direction est révélatrice.

La recherche de cet équilibre entre protection des salariés et besoins de souplesse des entreprises est de la responsabilité des partenaires sociaux. Mais il est significatif que les organisations syndicales et patronales soient parfois incitées à trouver des accords par la menace de l'État d'intervenir par voie réglementaire en cas d'échec des négociations. Cet interventionnisme social de l'État reste une caractéristique de notre société à la différence de l'approche plus libérale d'autres pays, et il est l'un des points d'achoppement de la construction européenne. 1

Pascal Dupont



La *Cyropédie* et l'*Anabase* de Xénophon

La *Cyropédie* et l'*Anabase* de Xénophon sont deux textes magnifiques du disciple de Socrate : le premier relate l'éducation d'un prince libéral perse, et le second, la retraite héroïque des « Dix Mille » soldats grecs, au lendemain de la mort de Cyrus et de la victoire du tyran perse Artaxerxès.



DR

Xénophon se distingue par de nombreux talents, il est l'auteur d'ouvrages, justement estimés, sur divers sujets tels que la philosophie, la politique, l'histoire, la chasse, ou bien encore, l'équitation. Fils de Gryllus, il naît à Erchie, un des bourgs de l'Attique, vers l'an 428 avant notre ère. À dix-huit ans, il commence à suivre les leçons de Socrate, et il demeure, durant de longues années, l'un de ses auditeurs les plus assidus. Poussé par l'esprit d'aventure et par le désir de s'instruire, Xénophon, âgé de plus de trente ans, se met à voyager, et finit par s'engager au service de Cyrus le Jeune (424-401 av. J.-C.). Il poursuit le travail historique de Thucydide⁽¹⁾ jusqu'à la bataille de Mantinée, avant de s'éteindre vers 354 av. J.-C.

Les éloges que les anciens ont décernés à Xénophon se rapportent uniquement à son style. Il est certain que ses écrits sont en général d'une agréable lecture. Ils le doivent, sans doute, à la simplicité et à la clarté du langage, mais plus encore à l'intérêt ou à l'utilité des thèmes qu'explique ou que raconte l'auteur. La fluidité continue de ses écrits, la pureté et l'élégance de son style lui ont valu le surnom d'« abeille attique ». L'écrivain ne vise point à l'effet, il s'applique uniquement à exposer avec netteté sa pensée, à la montrer tout entière, à en bien délimiter la portée et l'étendue. L'art de Xénophon consiste à tout dire, et non pas à faire deviner.

Le livre qui a fait sa réputation comme historien, son chef-d'œuvre, c'est l'*Anabase*, autrement dit le récit de l'expédition de Cyrus le Jeune, contre son

frère Artaxerxès, dans la Haute-Asie, et la retraite des « Dix Mille ». La narration est exacte, détaillée, méthodique, suffisamment animée, et l'intérêt se soutient d'un bout à l'autre de ces sept livres.

Xénophon se retrouve enrôlé dans l'aventure par hasard, comme il le conte lui-même. Lors d'une bataille près de Babylone, à Counaxa, Cyrus est tué et ses troupes prennent la fuite. Alors, il ne reste plus aux Grecs, perdus au cœur d'un pays hostile, exposés à tous les traquenards des barbares, qu'à rebrousser chemin pour regagner la côte de l'Asie Mineure⁽²⁾. Ils partent donc vers le nord, vers la partie orientale du Pont-Euxin. L'entreprise est ardue et elle est rendue davantage périlleuse lorsque leurs généraux sont traîtreusement assassinés par le satrape Tissapherne. Après la mort des cadres de l'armée grecque, Xénophon est l'un des cinq nouveaux chefs élus qui commandent l'immortelle retraite, saluée comme une victoire. C'est la première fois que des Grecs sont allés si loin dans les territoires tenus par les Perses. Ils ont refoulé de nombreuses forces et sont restés maîtres du champ de bataille. Enfin, malgré cette énorme machine de guerre des Perses, ils ont réussi, au prix de grandes souffrances et d'une grande détermination, à rejoindre la Grèce. Leur succès militaire et leur admirable retraite ont montré les points de faiblesse de l'immense empire perse.

La *Cyropédie*, qui est une œuvre de l'extrême vieillesse de Xénophon, est un ouvrage en huit livres sur la carrière de Cyrus le Grand (v. 600-v. 529 av. J.-C.), roi de Perse, où l'auteur transforme les personnages et les faits historiques afin de les adapter à ses fins didactiques. Xénophon présente dans la *Cyropédie* sa conception de l'éducation des hommes qui formeraient un gouvernement idéal. Il a voulu donner à ses contemporains des leçons de politique et de morale, bien plus que leur narrer les faits et gestes de Cyrus et de son peuple. Aussi a-t-il transformé les barbares en hommes parfaitement policés, en savants, en philosophes. Les Perses de l'ancien temps sont une sorte d'idéal qu'il présente à l'admiration et aux méditations de la Grèce « dégénérée ». Cyrus est le portrait non moins idéal de l'homme digne de commander à des hommes.

La *Cyropédie* et l'*Anabase* sont deux œuvres très liées dans la production de Xénophon, dans la mesure où il considérait Cyrus le Jeune comme l'héritier tant spirituel que politique de Cyrus le Grand. 1

Sergent-chef Stéphane Lanzeray

1. Voir l'article « Thucydide et l'histoire de la guerre du Péloponnèse », *Les Carnets du Temps* n° 10.

2. Territoire grec, à l'époque. Littoral de la Turquie actuelle.



Les bombardements stratégiques sur l'Allemagne



De 1940 à 1945, l'aviation stratégique alliée (les Britanniques d'abord, rejoints par les Américains) bombarde l'Europe continentale, en particulier l'Allemagne nazie, larguant près de 2,7 millions de tonnes de bombes, la plus grande partie en 1944.

Cette campagne soutenue et prolongée vise, par l'application de la force brutale, non seulement à détruire le tissu industriel et économique de l'ennemi, mais aussi à affaiblir durablement, voire fatalement sa cohésion sociale et son moral. Pour certains de ceux qui la mènent, dont le chef du Bomber Command de la Royal Air Force, le maréchal de l'air Harris, elle constitue assurément un moyen de gagner la guerre par le recours à la seule puissance aérienne.

Le poids de l'avant-guerre

L'idée d'une telle campagne remonte à l'avant-guerre et s'inspire en partie de l'expérience du premier conflit mondial et des adaptations nationales, tant aux États-Unis qu'en Grande-Bretagne, des idées du penseur italien Douhet. Elle fait partie intégrante de la doctrine élaborée par la *Royal Air Force*, à l'initiative du maréchal de l'air Trenchard, dans les années 1920, et de ses successeurs. Les aviateurs britanniques estiment en effet possible de porter un coup mortel à la capacité combative d'un pays en écrasant sous les bombes ses industries de guerre et en coupant par là même le cordon ombilical qui permet aux armées en campagne de mener leur combat. Les responsables aériens américains partagent un point de vue général identique, mais les deux futurs grands alliés de la seconde guerre mondiale divergent sur la nature des objectifs qu'il leur faudrait frapper pour obtenir des résultats significatifs. Les Américains soulignent en effet l'intérêt de détruire des cibles spécialisées telles que l'industrie du pétrole ou des roulements à billes, alors que les Britanniques abordent le problème sous un angle plus large.

Les bombardements sur zone

Dès la fin de la bataille d'Angleterre, la *Royal Air Force* part à l'attaque de l'Allemagne, dans le cadre de bombardements de précision de nuit visant les industries de guerre et les raffineries pétrolières. Cette offensive vient à échouer,

vers la fin de 1941, contraignant le *Bomber Command* à définir une nouvelle politique. En février 1942, alors que Harris prend la tête de ce grand commandement, l'aviation britannique s'oriente vers des raids sur zone (*Aera Bombing*), consciente qu'elle est de ne pas pouvoir atteindre des objectifs bien trop circonscrits. Il s'agit désormais d'écraser les villes allemandes sous des tapis de bombes larguées par des centaines d'appareils à la fois. Le but poursuivi consiste non seulement à détruire les usines noyées dans le tissu urbain, mais aussi à saper le moral de la population et à l'empêcher de produire pour l'effort de guerre nazi. Cette entreprise est marquée par des campagnes prolongées ou soudaines sur la Ruhr, Hambourg, Berlin et les cités d'Allemagne orientale, telles que Dresde.

La campagne américaine

À partir du milieu de 1942, mais surtout 1943, les Américains se joignent aux Britanniques, depuis des bases situées en Grande-Bretagne, puis en Afrique du Nord et en Italie. Contrairement à la *Royal Air Force*, les *US Army Air Forces* opèrent de jour, avec leurs bombardiers quadrimoteurs, sans aucune escorte de chasse. Les pertes subies sont telles que, au cours du dernier trimestre de 1943, l'offensive aérienne américaine est suspendue. Elle ne reprend que dans les premiers mois de 1944, cette fois avec des chasseurs d'accompagnement dont l'action contribue à donner aux Alliés la supériorité aérienne de jour sur le continent européen.

Résultats et controverses

Les attaques stratégiques sur l'Allemagne ont suscité de violentes controverses. Les uns les ont estimées inutiles, bien trop coûteuses en moyens militaires et financiers. Les autres y ont discerné l'élément fondamental de la victoire sur le Troisième *Reich*. La réalité, on le conçoit, est bien plus contrastée que ces jugements à l'emporte-pièce. L'offensive menée sur le pétrole et les voies de communication allemands a permis en fait de paralyser progressivement le pays. Par ailleurs, des millions d'hommes et des milliers d'avions et de pièces antiaériennes ont dû être affectés à la défense du *Reich*, au détriment des fronts terrestres. Toutefois, la polémique court encore à propos des effets produits sur le moral de la population, et les attaques menées à des fins de terreur contre les civils sont l'objet d'âpres critiques. Si les résultats de cette guerre aérienne stratégique de quatre ans sont contestés et si l'aviation n'a pas remporté la victoire à elle seule, force est de se demander ce qui se serait passé si aucun avion allié n'avait jamais bombardé le Reich lors de cette guerre éminemment totale qu'a été le second conflit mondial. 1

Patrick Facon



La philosophie politique d'Aristote

Aristote est connu du plus grand nombre principalement pour avoir été l'élève de Platon, lui-même élève de Socrate. Pourtant, sa philosophie politique tranche sur celle de son maître.

La question de départ est un problème moral : quel est, pour l'homme, le Souverain Bien ? Qu'est-ce qui doit être recherché en soi et non comme moyen ? Le Souverain Bien est la fin ultime, le bien supérieur à tous les autres⁽¹⁾. Aristote répond : **le bonheur, qui consiste dans la réalisation de sa nature, c'est-à-dire dans l'exercice de la vertu, est le Souverain Bien.**

Pour Aristote, en effet, les êtres vivants se distinguent hiérarchiquement selon la nature de leur âme : « végétative » pour les plantes, « sensitive » pour les animaux et « rationnelle » pour les hommes. S'il appartient à la plante de pousser ou au cheval de courir, il appartient à l'homme seul d'être sociable. Aristote qualifie l'homme d'« animal politique »⁽²⁾, c'est-à-dire appartenant au genre animal mais dont la spécificité est la sociabilité. L'humanité de l'homme consiste dans son essence civique.

Dire cela de l'homme, c'est affirmer qu'il ne peut se réaliser complètement que **grâce au logos**⁽³⁾ (c'est-à-dire grâce à son raisonnement, ses échanges et ses discussions), dans le cadre d'une communauté autarcique⁽⁴⁾ : la cité, milieu le plus abouti pour la réalisation de l'homme. En effet, il a d'abord connu les communautés que sont la famille et le village mais ces communautés restent non achevées parce qu'elles ne présentent pas suffisamment de diversité d'opinions.

Il est impossible à l'homme de se réaliser, et donc de chercher le bonheur et la vertu, hors de la communauté politique que constitue la cité, du fait qu'en elle seulement, il peut échanger avec d'autres citoyens sur le juste et l'injuste c'est-à-dire sur l'ordre moral.

Ainsi, le citoyen grec devait être partie prenante des activités politiques de la cité, en votant les lois qu'il serait ensuite amené à suivre lui-même en redevenant un citoyen ordinaire⁽⁵⁾. Tous les citoyens étaient donc destinés, à un temps donné, à participer de près à l'action politique.

Aristote est le premier philosophe à réfléchir profondément sur ce qu'est la citoyenneté. En effet, si l'on retrace l'enchaînement de l'argumentation, l'homme qui souhaite son bonheur doit chercher la vertu, c'est-à-dire le juste milieu⁽⁶⁾ dans l'action et l'exercice de la raison, par l'échange avec les autres citoyens, pour parvenir à faire prévaloir le bien commun sur son intérêt particulier. Telle est l'exigence de l'exercice de la citoyenneté pour Aristote.

La sociabilité n'est pas seulement un attribut de l'homme mais son essence. La nationalité, l'éthique sont des fins subordonnées à la fin suprême qu'est la cité puisque la politique est le stade ultime de la morale. 1



DR

Aspirant Grégory Vatin

1. L'argent est un exemple *a contrario* de ce qu'est le Souverain Bien. En effet, on peut chercher l'argent, mais parce qu'il va servir à acquérir d'autres biens. En termes plus philosophiques, l'argent est une fin (un but), mais aussi un moyen (pour accéder à d'autres biens). Le Souverain Bien est la fin ultime qui permet d'être moral.

2. *Politique*, I, 2, 1253a 3 et 7.

3. *Logos a*, en grec ancien, le sens de raison, mais aussi de langage et de discours politique.

4. Autarcique : du grec *autos* (soi-même) et *arkho* (commander). Signifie : qui se suffit à soi-même.

5. Le modèle politique d'Aristote est l'Athènes du V^e siècle, qui était alors une démocratie directe où tous les citoyens votaient directement les lois. Or, Aristote a aussi connu la période où Athènes pouvait jouir d'une certaine autonomie politique tout en étant sous domination macédonienne. Voir à ce sujet les nombreux écrits de Jacqueline de Romilly ou de Pierre Vidal-Naquet.

6. La question du juste milieu chez Aristote demanderait un développement à part de notre sujet. Voir Pierre Aubenque, *Aristote Politique, études sur la politique d'Aristote*, (PUF).

Le féminisme

Aujourd'hui incontesté, le féminisme se heurte de moins en moins à la préférence spontanée pour le masculin, ce qui devrait permettre de substituer aux revendications d'égalité l'affirmation d'une spécificité. Cette évolution serait-elle susceptible d'affecter la famille, le travail salarié, la santé ?

Depuis les années 1970, deux grandes tendances se sont affrontées. **Les égalitaires** (appelés aussi universalistes ou sociologiques) postulent que les différences entre hommes et femmes sont imposées par la domination masculine et par une société fondée sur l'oppression des femmes. Leur *credo* pourrait être : « *On ne naît pas femme, on le devient* » (S. de Beauvoir). Les limites de ce courant résident en ce que, sous prétexte de faire accéder les femmes à l'universel, on les rend conformes à la vision masculine et occidentale contingente de ce supposé universel. On risque dès lors de voir le féminisme promouvoir non pas un devenir humain mais un devenir masculin des femmes.

Les différentialistes ou particularistes, considérés comme les tenants de la « féminitude »⁽¹⁾, veulent au contraire promouvoir et revaloriser le féminin réprimé jusque-là par une société patriarcale dans laquelle l'universel est, de fait, un universel masculin. Ce qui est refusé, c'est le mimétisme : à vouloir brader les différences et ne considérer que l'égalité avec les hommes, les femmes courent le risque de s'aligner sur un modèle mâle proposé comme modèle universel. Ce courant présente l'inconvénient de figer les femmes, comme les hommes, dans une définition spécifique, d'enfermer les femmes dans le féminin, ou pire dans la féminité, et de favoriser le maintien d'une redoutable complémentarité dans les modes sexués d'être au monde.

Mais aujourd'hui, les termes mêmes du débat sont remis en cause ; un rapprochement s'esquisse entre ces positions jusque-là irréductiblement adverses. Ainsi, parmi les féministes, certains ne veulent pas avoir à choisir entre l'être-femme et l'appartenance au genre humain, et ne voient plus en quoi l'affirmation des différences séparant les hommes et les femmes pourrait empêcher l'avènement de l'égalité *entre* les hommes et les femmes. On contournera le débat en posant que l'on saura s'il y a des différences irréductibles, lorsque l'égalité entre hommes et femmes sera complètement réalisée, et seulement lorsqu'elle le sera.

Il est possible d'émettre deux hypothèses sur l'avenir des relations hommes/femmes dans notre société et, au-delà, sur le devenir de l'identité féminine.

La première suppose un alignement des femmes sur le modèle masculin : à l'instar de leurs compagnons, les femmes se mettraient à organiser leur vie autour de leur seule profession, intégrant alors les valeurs de la compétition. Soucieuses de ne pas rester au dernier rang, elles surmonteraient les difficultés qu'elles ont aujourd'hui à s'engager dans la bataille, bradant ainsi leur vie privée. Il leur faudrait alors réussir à tout prix et prouver qu'elles sont aussi capables que les hommes. Mais cette volonté de battre les hommes sur leur propre terrain, avec leurs propres armes, pourrait bien s'accompagner d'une moindre disponibilité pour la vie privée et pour les relations humaines. Ayant décidé de tout sacrifier à leur carrière à l'âge où elles auraient pu faire des enfants, ces femmes ne sont plus des exceptions, un nombre croissant d'entre elles vivant seules, en particulier dans les grandes villes, et surtout lorsqu'elles sont cadres.

Selon une autre hypothèse, ce ne serait plus les femmes qui s'aligneraient sur le modèle masculin, mais les hommes qui feraient un pas vers elles et vers les valeurs qu'elles représentent aujourd'hui. On peut imaginer en effet une société où les femmes conserveraient leur identité et investiraient les sphères masculines en leur imprimant leurs marques. Elles conduiraient la collectivité vers une vie moins tendue, plus solidaire, où l'on parviendrait à un meilleur équilibre entre la vie privée et la vie professionnelle, qui elle-même serait transformée. Les hommes seraient mieux intégrés à la sphère domestique, et les femmes partageraient avec eux des postes que plus personne ne souhaiterait occuper quinze heures par jour.

Utopie ? Peut-être... mais, aujourd'hui même, des signes s'affichent qui suggèrent qu'il n'est peut-être pas totalement irréaliste de croire à une possible féminisation des manières d'être. En effet, le lien à la maternité et aux enfants (congé parental pour les hommes, RTT...), le besoin de parole intime (rapports de couple, médiatisation croissante des questions familiales...), la féminisation croissante des postes dits masculins (chirurgiens, ingénieurs...) en proposant une nouvelle façon - plus féminine - de travailler... tout cela montre que la femme tend à influencer l'univers des hommes. 1

Lieutenant Christèle Chevalier

1. Il y a trois états de la femme possibles :

- la « femme » renvoie à une réalité biologique et anatomique ;
- la « féminité » correspond à l'accentuation des caractères dans un rapport de différenciation par rapport à l'homme, aussi bien sur le plan psychologique que sur celui du comportement ;
- la « féminitude » est le passage de la femelle-femme à celui d'individu-femme, de l'être pensant et agissant ; c'est l'usage délibéré et conscient, et tout à fait contrôlé de la femme et de sa féminité. C'est l'usage transcendant que fait la femme de sa féminité et de son statut.



La guerre des Gaules : tremplin politique pour César

Caius Iulius Cæsar, issu de l'illustre *gens Iulia* qui prétendait descendre de Vénus, appartient à la « jeunesse dorée » de Rome. Soutenu dans ses débuts politiques par le souvenir de son oncle Marius, il fait ses premières armes en Asie, mais échoue là où Pompée avait réussi.

Toutefois, son ambition politique lui fait rapidement gravir les échelons du *cursus honorum*⁽¹⁾. Propréteur⁽²⁾ en Espagne, il fait une campagne brillante et reconstitue sa fortune perdue lors d'organisations de jeux fastueux. En 60 av. J.-C., il conclut avec deux hommes politiques importants, Pompée et Crassus, une convention secrète (c'est le premier *triumvirat*) aux termes de laquelle il doit être nommé consul⁽³⁾ l'année suivante. La manœuvre réussit, Jules César exerce quasi seul sa magistrature, et resserre ses liens avec Pompée en faisant épouser à celui-ci sa fille unique, Julia. Pratiquant une politique assez démagogique, il fait voter une loi agraire qui octroie des terres aux vétérans. À sa sortie de charge, on lui confie pour cinq ans le gouvernement de la Gaule cisalpine (l'Italie du Nord), de l'Illyrie et de la Gaule transalpine, c'est-à-dire la Province romaine (la Provence actuelle) et la Narbonnaise. Mais il ne cesse, depuis la Gaule, de surveiller les événements de la politique intérieure, soutenant toujours le parti populaire contre celui du Sénat.

Moment charnière dans sa carrière, il comprend tout le bénéfice d'une campagne en Gaule, loin d'une Rome plongée en pleins troubles politiques. L'histoire récente lui a en effet appris l'engouement du peuple pour des hommes qui s'illustrèrent dans de grandes opérations militaires, tel Marius, son oncle, et Pompée, son gendre. **En cela, la Gaule devient son tremplin politique.**

Depuis quelques siècles, Romains et Gaulois entretiennent des rapports certes commerciaux, mais peu amicaux. Les premiers (marqués par le pillage subi en 279 av. J.-C.) exportent de l'huile, alors que les seconds vendent des armes, des tissus et du blé. Économiquement riche, mais sans unité nationale, la Gaule est en fait une mosaïque d'une cinquantaine de peuples.

Ainsi, en 59 av. J.-C., César profite du projet de migration des Helvètes en direction de la Saintonge, pour leur barrer la route et poursuivre le combat

sous le prétexte de la menace que représentent les peuples germaniques désireux de s'implanter dans la plaine d'Alsace. Deux années de victoires retentissantes, notamment sur le chef germain Arioviste, lui suffisent pour conquérir la Gaule entière. Sa célébrité à Rome est alors immense : on lui vote quinze jours d'actions de grâces. Prudent, César n'omet pas de renouveler son alliance avec Crassus et Pompée afin d'être maintenu dans son gouvernement.

De 56 à 52 av. J.-C., César consolide l'autorité de Rome en Gaule, en multipliant les actions militaires sur fond de rivalités entre les différents peuples gaulois. Au final, après un très long siège, il écrase, à Alésia, la révolte gauloise de Vercingétorix. Chef militaire talentueux, mais aussi homme politique avisé, César assure lui-même sa propagande en écrivant ses *Commentarii* (récit où se mêlent rapports précis de ses lieutenants et digressions ethnographiques et géographiques) qu'il expédie régulièrement à ses concitoyens frappés d'étonnement et d'admiration devant ses exploits. Ainsi sa gloire se construit-elle peu à peu, malgré les propos du censeur Caton qui ose signaler les actes de cruauté de César vis-à-vis des peuples soumis.

Toutefois, la véracité de ses propos est fort discutable. Ses écrits sont en effet marqués par le désir de toujours présenter les faits sous un jour qui lui est favorable. Certes, le choix d'un style à la fois froid et serein donne une extraordinaire crédibilité pour tout esprit peu adepte à une lecture fine. Quoi qu'il en soit, au travers de « sa » guerre des Gaules, César fait preuve d'un incomparable don d'écrivain alliant avec aisance la description des réalités de l'action au service de son ambition.

Ne revendiquant pas une âme d'historien ni d'érudit, César écrit, sans conteste, un livre de propagande où ses objectifs sont à la fois la justification de ses conquêtes et la mise en valeur des services qu'il a rendus à Rome, afin de montrer à tous qu'en ces temps d'instabilité politique, prémices de la guerre civile naissante, il est le héros national qui seul peut sauver la Ville éternelle. 1

Lieutenant Jean-Christophe Pitard-Bouet

1. Parcours qui permet d'accéder aux plus hautes responsabilités de l'État.
2. Administrateur d'une province.
3. Au nombre de deux (l'une pour l'armée, l'autre pour l'administration), la charge de consul est la plus haute charge que peut briguer un magistrat. Les consuls sont élus annuellement.



Les géopoliticiens de l'air

Au début du XX^e siècle, les premiers géopoliticiens ont raisonné traditionnellement en deux dimensions à partir de la confrontation cartographique de grandes masses géographiques. Parallèlement, l'apparition de l'arme aérienne permit, par l'utilisation militaire de la troisième dimension, de s'affranchir des frontières et de frapper au cœur même du territoire adverse en faisant fi des contraintes de la géographie.

Peut-on dès lors considérer que la géopolitique classique serait remise en cause par le fait aérien au point d'en devenir caduque ? Peu se sont risqués sur cette voie. Au contraire plusieurs théoriciens ont intégré ce fait aérien dans une réflexion de nature géopolitique ou géostratégique.

Dès 1909, dans *l'Aviation militaire*, **Clément Ader** met l'accent sur l'importance des courants aériens. La morphologie du terrain détermine selon lui l'existence de « voies aériennes ». Pour Ader, la plus importante de ces voies était la Cordillère des Andes, dont il ne doutait pas que le contrôle en serait âprement disputé, car, écrivait-il, « celui qui en sera le maître : le nord ou le sud, sera aussi le maître de toutes les Amériques ».

En 1925, **William Mitchell** dans *Winged Defense* reprend cette idée de voies aériennes. À la différence d'Ader cependant, les *airways* de Mitchell ne dépendent pas de courants atmosphériques, que les appareils des années 1920 pouvaient négliger sans trop de risques, mais d'infrastructures construites par l'homme pour faciliter la navigation aérienne (aérodromes et terrains de secours, stations météorologiques, etc.). Considérant l'océan Pacifique comme le *Heartland* de Mackinder, Mitchell estime que la domination du monde reviendra à qui s'emparera des points stratégiques permettant de contrôler le Pacifique. « *Qui contrôle l'Alaska contrôlera l'univers* », avançait-il. En 1924, revenant d'un voyage d'études au Japon, Mitchell adjure ses contemporains de ne pas sous-estimer la puissance aérienne japonaise. Critiquant la faiblesse des défenses aériennes d'Hawaii, il prophétise ainsi que les Japonais attaqueront Pearl Harbour « *par un beau dimanche matin* »...

Dès les années 1940, dans une tendance qui préfigure déjà la guerre froide, un certain nombre d'auteurs mettent en avant le rôle géopolitique prédominant du pôle Nord. Le géographe américain George T. Renner propose à cet égard dès 1942 dans *Human Geography in the Air Age* de substituer des projections polaires à la traditionnelle projection de Mercator centrée sur l'équateur. Cette approche nouvelle lui permet de mettre en place une nouvelle géographie des distances de nature à rendre caduque la doctrine de Monroe : « *Washington est à peu près aussi éloignée de Moscou que de Rio-de-Janeiro et beaucoup plus proche de Moscou que de Buenos-Aires* », écrivait-il. De même, reprenant peut-être l'idée des *airways* de Mitchell, il évoque le développement de couloirs aériens entre les continents.

Hans W. Weigert et Vilhjalmur Stefansson, dans le *Compass of the World*, paru en 1944, insistent également sur l'importance nouvelle de l'Arctique devenu le plus court chemin entre les États-Unis et l'Union soviétique

Enfin, en 1950, dans *Air Power : Key to Survival*, **Alexandre de Seversky** relève l'influence déterminante du facteur aérien dans le schéma géopolitique classique du conflit entre la terre et la mer. Sa doctrine, appuyée sur l'utilisation des cartes azimutales équidistantes centrées sur le pôle Nord, fait de la région arctique la zone de l'affrontement décisif entre les deux super-puissances qu'il appelait ainsi la « *zone de décision* ».

Cette approche originale n'aura pas de suite dans les décennies suivantes et restera donc malheureusement isolée. Depuis quelques années toutefois, quelques tendances nouvelles semblent se dessiner. L'analyste américain **Ralph Peters** remet ainsi en cause les fondements de la géopolitique classique en constatant en 1997 dans un article paru dans *Parameters* que « *le Monde devient un réseau de villes avec des arrière-pays marginalisés* », de sorte que « *de plus en plus les villes transcendent le cadre étatique* ». Certains en ont déduit une « géopolitique de la verticalité », qui reste cependant encore à construire. Sur un autre plan, **Everett Carl Dolman**, professeur à l'*Air University*, met en avant la dimension spatiale dans un livre publié en 2001, *Astropolitik : Classical Geopolitics in the Space Age*. Paraphrasant Mackinder, Dolman donne la formule de cette « géopolitique spatiale » : « *Qui contrôle les orbites basses contrôle l'espace proche autour de la Terre. Qui contrôle cet espace proche domine la Terre. Qui domine la Terre détermine le futur de l'humanité* ». La géopolitique a encore de beaux jours devant elle ! 1

La maîtrise de l'information dans l'armée de l'air

La maîtrise de l'information est un enjeu capital pour l'armée de l'air qui doit réaliser les missions opérationnelles lui étant confiées, dès le temps de paix, dans le cadre de la mission de sûreté aérienne, des OPEX et des OPINT, dans un environnement toujours plus complexe et varié. Pour ce faire, elle doit disposer de systèmes d'information et de communication (SIC) performants, capables de fusionner une quantité d'informations croissante, de favoriser le partage de l'information et de permettre au décideur d'avoir accès à celles dont il a besoin au bon moment.

Les missions de l'armée de l'air émanent du concept d'emploi des forces de juillet 1997, à savoir : préserver en permanence les intérêts vitaux du pays contre toute forme d'agression, contribuer à la sécurité et à la défense de l'espace européen et méditerranéen, contribuer aux actions en faveur de la paix et du respect du droit international, et assurer des tâches de service public. Forte de la souplesse d'emploi offerte par les moyens aériens et spatiaux, l'armée de l'air prépare et effectue ces missions en s'appuyant sur cinq principaux domaines : le renseignement, la surveillance, le transport, les actions classiques de coercition et la dissuasion.

Les opérations se déroulent en général dans le cadre d'une coalition, se déclenchent sans préavis et souvent loin des frontières. Le statut de la France au sein de l'Union européenne (France, nation cadre), dans l'OTAN ou à l'ONU donne une obligation de moyens à l'armée de l'air.

Son implication dans les différents dispositifs interalliés et interarmées, dès le stade de la préparation, impose de disposer au bon endroit et au bon moment de la bonne information. Il s'agit donc d'acquérir l'information puis de la partager selon les besoins de chacun, en créant un vaste réseau de connais-

sances. Ainsi, l'information n'appartient plus à celui qui en est à l'origine, mais doit être mise à disposition de celui qui en a besoin. Cela conduit à une maîtrise nécessaire de l'information qui vise à donner à tous les niveaux de direction, de commandement et de mise en œuvre : la bonne information (confiance), la non-redondance de l'information (unicité), l'information au bon endroit (pertinence géographique), l'information au bon moment (pertinence temporelle) et une information partagée. En d'autres termes, il convient de maîtriser la qualité et la rapidité du cycle d'observation-orientation-décision-action (OODA), ce qui est la condition majeure de réussite d'une mission.

Ces critères de qualité ne peuvent être assurés que par des moyens SIC performants. Ces moyens recouvrent un large champ : opérationnel (systèmes d'information opérationnels et de commandement - SIOC), logistique (systèmes d'information logistiques - SIL), scientifique et technique (systèmes informatiques scientifiques et techniques - SIST), d'administration et de gestion (systèmes informatiques d'administration et de gestion - SIAG). Chaque champ ayant ses caractéristiques propres, il convient d'adapter le matériel et les hommes en fonction des résultats attendus. De plus, ils doivent répondre à un souci de performance sur l'interopérabilité, la qualité de service et la sécurité (sécurité des systèmes d'information - SSI).

Le temps est un élément central de la réussite des opérations aériennes. Il permet d'optimiser la puissance de l'arme aérienne et d'en augmenter l'efficacité. Il incarne la véritable spécificité des armées et doit guider la plupart des choix qui seront faits en matière d'équipements, notamment pour les systèmes d'information et de communication.

À l'heure où la technique permet à chacun de bénéficier d'une information riche et instantanée, la guerre de l'information est devenue une réalité permanente car l'aptitude à utiliser le vaste domaine de l'information et ses incessants progrès techniques, tout en interdisant éventuellement cette possibilité à l'adversaire, donne un large avantage, parfois décisif, à celui qui la détient. 1

Sergent-chef Stéphane Lanzeray



2005⁽¹⁾ : centenaire de l'année « miraculeuse » d'Albert Einstein

Einstein est une figure mythique, aussi bien utilisée pour représenter le génie, vendre des petits déjeuners ou symboliser une certaine attitude face à la vie. Au-delà de la légende, il a contribué à fonder la science moderne au travers de la relativité et de la physique quantique.

En 1905, Albert Einstein, humaniste et antimilitariste, révolutionne la physique. À vingt-six ans, il publie différents articles portant notamment sur les *quanta* de lumière (grains d'énergie se déplaçant librement), la relativité de l'espace-temps et la fameuse équation $E=mc^2$. Ces concepts dépassent les limites de la physique de Newton et ouvrent ainsi de nouveaux horizons.

Le savant le plus célèbre du XX^e siècle naît à Ulm (Allemagne), le 14 mars 1879. Fils d'une famille juive peu pratiquante, Albert Einstein est un enfant solitaire. Ses professeurs voient en lui un élève moyennement doué. À seize ans, Einstein est écoeuré par la discipline militaire qui règne au sein des lycées allemands, il part en Italie rejoindre ses parents. Il obtient, à la deuxième tentative, le concours de l'École polytechnique de Zürich. Einstein y rencontre Mileva Maric, étudiante en mathématiques et en physique, qu'il épouse en 1903.

La recherche des principes unificateurs

En ce début de XX^e siècle, la physique traverse une grave crise. Deux théories, qui expliquent les phénomènes physiques, peuvent s'avérer contradictoires. L'une, la théorie de la lumière (Maxwell), décrit la lumière en termes d'ondes électromagnétiques à l'image des vagues à la surface de l'eau, avec une vitesse de propagation indépendante de la source. L'autre, la mécanique (Newton), conduit à penser que la vitesse de la lumière doit en dépendre, selon le principe galiléen d'additivité des vitesses.

C'est dans ce contexte qu'en 1905, Einstein, modeste employé de l'Office fédéral des brevets à Berne (Suisse), publie **trois articles fondateurs** de la physique moderne. Première idée révolutionnaire (article sur l'**effet photo-électrique**) : la lumière ne se comporte pas toujours comme une onde. Sous certaines conditions, elle apparaît comme composée de grains d'énergie : les *quanta* (plus tard appelés photons). Einstein obtiendra le prix Nobel en 1921 pour cette découverte. Seconde innovation conceptuelle (article sur

l'électrodynamisme des corps en mouvement) : le temps, comme l'espace, n'est pas absolu ; il s'écoule différemment selon le référentiel choisi ou la position de l'observateur ! Ainsi naît la **théorie de la relativité restreinte**. Le savant lui ajoute, en post-scriptum, la célèbre formule $E=mc^2$. La masse (m) et l'énergie (E) sont convertibles l'une en l'autre. Troisième article : celui sur **l'effet brownien** qui démontre la nature particulaire de la matière⁽²⁾.

Mais le génie ne s'arrête pas là. En 1915, Einstein publie sa théorie sur la relativité générale pour étendre le principe de relativité aux référentiels accélérés. Il postule le principe d'équivalence, qui identifie l'attraction gravitationnelle à une courbure de l'espace-temps. À l'image d'une balle qui déforme une toile tendue en y formant un creux, un corps massif courbe l'espace-temps, autour de lui. C'est pourquoi tous les corps, quelles que soient leur masse et leur nature, subissent le même mouvement dans le même champ gravitationnel. Avec cette théorie, les derniers mouvements inexplicables des planètes peuvent être interprétés et, en 1919, la relativité générale connaît un succès éclatant, avec la vérification de la déflexion de la lumière au voisinage du soleil.

La relativité générale est désormais au cœur de la cosmologie moderne. Elle comporte en elle-même l'explication naturelle de l'expansion et de la singularité initiale de l'Univers (le *Big Bang*) bien qu'Einstein ait milité pour un univers statique, infini et éternel. Les plus grands esprits peuvent céder à l'emprise des certitudes. Einstein reconnaîtra : « *Il n'y a que deux choses infinies : l'Univers et la bêtise humaine et encore, pour l'Univers, je ne suis pas sûr* ».

Un homme engagé dans son siècle

La popularité d'Einstein lui permet de s'adonner à ses activités politiques et l'aide à promouvoir son idéal de paix. Juif, pacifiste et mondialiste, Einstein subit rapidement les foudres des extrémistes national-socialistes. Il revient d'un voyage aux États-Unis lorsque Hitler prend le pouvoir en 1933. Il ne rentre finalement pas à Berlin et rejoint les savants de l'*Institute for Advanced Study* de Princeton. En 1940, il prend la nationalité américaine. Son exil ne l'empêche pas de poursuivre ses activités politiques. Il convainc le président Roosevelt de développer le programme de la bombe nucléaire avant que l'Allemagne n'y parvienne. Il regrettera amèrement son geste et soutiendra, de 1945 à sa mort, en 1955, le Comité d'urgence des savants atomistes qui vise à limiter les ingérences de l'État dans la recherche scientifique. 1

Aude Richard

1. L'année 2005 est également l'année mondiale de la physique.

2. Donnant ainsi raison à Boltzman qui s'était suicidé, peu de temps auparavant, faute d'avoir pu convaincre ses contemporains de la structure discontinue de la matière.



La langue française d'aujourd'hui est le fruit d'un amalgame heureux entre la langue qui se diffusa à partir de l'Île-de-France et toutes celles qui s'étaient développées dans les autres provinces. Cette diversité d'origine, plus tard uniformisée de façon plus ou moins autoritaire, explique pourquoi chaque mot de la langue française a une histoire, pourquoi notre langue apparaît à la fois si belle et si complexe aux étrangers. Car même si notre langue, comme toute langue vivante, continue d'évoluer, elle conserve toutefois des règles fixes, des invariants qu'il est bon de rappeler.

Les pronominaux se succèdent mais ne se ressemblent pas.

« *Les recensements qui **se sont succédés** de 1975 à 1999 ont dévoilé peu à peu l'image d'une France modernisée, plus ouverte, aux ressources géographiquement moins concentrées que par le passé.* »

À la lecture de cette phrase, quels yeux seraient interpellés par la grossière faute de cet esprit, peut-être fin en géographie, du moins béotien en l'accord des pronominaux ? Tout le monde a en tête la fameuse règle générale : dans le cas de l'auxiliaire être, le participe passé s'accorde avec son sujet... Vérité certes indiscutable pour les voix active et passive, néanmoins dangereuse pour le cas des **réfléchis**. En effet, pour savoir si le participe s'accorde ou non, il faut tout simplement développer l'expression pour vérifier la construction du verbe. « Succéder », par exemple, se construit toujours avec une préposition. Dans ce cas, le participe ne s'accorde pas.

En revanche, dans la phrase : « *Elles se sont regardées en chien de faïence* », « regarder » se construit directement. Partant, il y a accord du participe passé. Il en est de même pour les pronominaux à sens passif : « *Les truffes se sont achetées/vendues à prix d'or* ».

En revanche, les vrais pronominaux (verbes qui n'apparaissent que sous leur forme pronominale, tel s'évanouir, se suicider...) suivent systématiquement la règle d'accord de l'auxiliaire avoir. Aussi devons-nous toujours écrire : « *Elle s'est évanoui...* »

En conséquence, l'ordre du jour célébrant le 21 juin 2005 l'adieu aux armes du *Mirage IV*, décrit ainsi la chaîne humaine qui a œuvré sur cet avion pendant plus de quarante années : « *Tour à tour, ils **se sont succédé** pour maintenir l'excellence des capacités opérationnelles de cet appareil de légende* ». 1

Lieutenant Jean-Christophe Pitard-Bouet

